

RENOUVEAU IDÉOLOGIQUE, POUR UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT AFRICAIN DANS *LUMIÈRES DES TEMPS PERDUS* D'HENRI DJOMBO

Rony Dévyllers Yala KOUANDZI

Université Marien Ngouabi, Congo

Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines

ronydevyllers@gmail.com // ronyyala2018@outlook.fr

Résumé : La présente étude traite du renouveau idéologique dans *Lumières des temps perdus* d'Henri Djombo. Elle met en évidence le renouvellement de la vision du développement de l'Afrique, chez le romancier congolais. Elle convoque la socio poétique « bourdieusienne », pour reconstituer le point de vue social à partir duquel l'auteur a écrit le roman : la nécessité, pour le continent de trouver sa propre voie de développement, au regard des échecs des politiques importées ou imposées par l'Occident. La situation du romancier dans le champ littéraire nous ayant conduit à scruter sa posture par rapport à la problématique du développement, révèle la spécificité de son idéologie qui part de l'économique et débouche sur un modèle de développement intégré et durable, construit à partir d'un paradigme africain qui se fonde sur les valeurs africaines.

Mots-clés : idéologie, économique, paradigme africain, développement intégré et durable.

IDEOLOGICAL RENEWAL, FOR A MODEL OF AFRICAN DEVELOPMENT IN *LUMIÈRES DES TEMPS PERDUS* BY HENRI DJOMBO

Abstract: This study deals with ideological renewal in Henri Djombo's *Lumières des temps perdus*. It highlights the renewal of the congolese novelist's vision of Africa's development. It summons the "bourdieusian" sociopoetics, to reconstruct the social point of view from which the author wrote the novel: the need for the continent to find its own path of development, in view of the failures of policies imported or imposed by the West. The situation of the novelist in the literary field that led us to scrutinize his position in relation to the issue of development, reveals the specificity of his ideology which starts from the economic and leads to a model of integrated and sustainable development, built from an african paradigm based on african values.

Keywords: ideology, economic, african paradigm, integrated and sustainable development.

Introduction

La littérature africaine contemporaine est une littérature essentiellement politique et idéologique. Politique, parce qu'elle se préoccupe de la gestion de la cité, des affaires publiques ; idéologique parce qu'elle développe un certain nombre d'idées sur le développement de l'Afrique, des idées susceptibles de combattre les forces du mal et de participer du développement du continent. Parmi les écrivains soucieux de voir l'Afrique sortir résolument du chaos figure Henri Djombo. Au regard de l'ensemble de sa production littéraire (neuf romans et six pièces de théâtre), le dramaturge et romancier congolais apparaît tel un écrivain de développement. Chacune des œuvres met en exergue une facette

de sa posture y afférente : développement de l'homme, développement durable, développement économique, etc. C'est le cas de son roman *Lumières des temps perdus* paru à Présence Africaine en 2002. *Lumières des temps perdus*, roman jouissant encore à ce jour d'une virginité critique, traite essentiellement de l'économie. Il remet en cause le modèle de développement durable classique d'un pays imaginaire, le Kinango, modèle capitaliste tracé et alimenté par la béya, une banque mondiale. Il y oppose un autre modèle de développement pensé par des kinangois, lequel porte des résultats escomptés. C'est au vu de l'intérêt idéologique de ce roman que nous avons fait choix d'y consacrer une réflexion à travers le thème : « Renouveau idéologique, pour un modèle de développement africain dans *Lumières des temps perdus* de Henri Djombo ».

L'objectif poursuivi à travers cette étude est de montrer que malgré son caractère imaginaire, littérature contient des renseignements qu'on peut utiliser pour comprendre et faire progresser la société. A cet effet, il nous semble plus indiqué de recourir à la sociopoétique de Pierre Bourdieu. L'objectif de l'étude commande logiquement le questionnement suivant : quelle est la substance du renouveau idéologique chez Henri Djombo ? Quel modèle de développement secrète-t-il dans *Lumières des temps perdus* ? Cette double interrogation secrète deux hypothèses de travaux plausibles : le renouveau idéologique se traduit par « le repenser » du développement d'un pays imaginaire situé en Afrique noire, à partir d'un paradigme nouveau, inspiré d'un personnage archétype ; il en découle un modèle de développement local juste, intégré et durable. Trois points charpentent la structure de cette étude. Le premier traite du rapport de l'histoire sociale et de l'histoire de l'écriture de *Lumières des temps perdus*, le deuxième de la nécessité de penser le développement de l'Afrique à partir d'un paradigme africain telle que souligné par Henri Djombo, le troisième du modèle de développement généré par la vision secrétée par cette posture.

1. *Lumières des temps perdus* : histoire sociale et histoire de l'écriture

Évoquer l'histoire sociale et l'histoire de l'écriture revient ici à établir le lien entre la réalité sociale et l'écriture de l'auteur ou spécifiquement entre le temps/le moment historique et le temps de l'écriture. L'écriture dans l'optique « barthésienne » (R. Barthes, 1972 :15) est fille de l'Histoire. D'où la nécessité, pour le chercheur désireux de bien scruter un texte littéraire, pour en faire jaillir la substantielle vision du monde, de situer son auteur relativement au champ littéraire de son époque et de reconstruire le point de l'espace social à partir duquel s'est formée sa vision du monde et cet espace social lui-même : « tout producteur culturel est [...] situé et daté en tant qu'il participe de la *même problématique* que l'ensemble de ses contemporains (au sens sociologique) » (P. Bourdieu, 1992, 1998). Ainsi, les différentes informations que le chercheur rassemblerait, après analyse, devraient être confrontées au point de vue de l'auteur, pour vérifier et éventuellement conforter les certitudes. Ces différentes opérations concourent ainsi à mettre en évidence la posture de l'écrivain qui transparait aussi bien à travers ses choix thématiques que son style. Le champ littéraire étant un espace de positionnement, « Chaque prise de position (thématique, stylistique, générique, etc.) se définit (objectivement et parfois intentionnellement) par rapport à l'univers des prises de positions et par rapport à la problématique comme espace des possibles qui s'y trouvent indiqués ou suggérés » (P. Bourdieu, 1998 : 381-382). Mais :

Faute de disposer des réponses « sincères et naïves » à un questionnaire méthodique sur l'ensemble des points de repère, phares ou repoussoirs, par rapport auxquels s'est défini le projet créateur, on peut s'appuyer sur des déclarations spontanées, partielles et imprécises, ou des indices indirects pour tenter de reconstituer à la fois la partie consciente et la partie inconsciente de ce qui a orienté les choix de l'écrivain.

P. Bourdieu (1998 : 151)

Dans cette optique, il serait opportun de souligner qu'Henri Djombo est un auteur à cheval entre le 20^{ème} et le 21^{ème} siècles. C'est un écrivain qui occupe une « position dominante » dans le champ littéraire africain, compte tenu de l'aura dont jouit sa production littéraire couronnée de nombreux prix littéraires. La stratégie expliquant sa présence remarquée dans le champ littéraire tient avant tout à l'orientation surtout thématique de sa création : le développement. Avec cette problématique, l'auteur se fait l'écho de ce qui ne peut cesser de parler (M. Blanchot, 1955 : 21) et se singularise de la plupart de ses congénères africains. En effet, il ne se contente pas de critiquer, de dénoncer les entraves au progrès. Bien au contraire, il fait aussi des propositions : loin de n'être que critique, son écriture est également contributive. Henri Djombo est un écrivain du développement. Toute sa production littéraire est une quête permanente du développement : « L'écrivain [...] l'œuvre [...] l'œuvre [...] Ce qu'il termine, il le recommence [...] en un autre » (M. Blanchot, 1955, p.14). Sa posture sur le développement n'est point statique, elle évolue plutôt dans le temps, car diversifiée et plusieurs fois renouvelée. Un autre aspect expliquant cette position, c'est le choix de deux genres littéraires « populaires » et accessibles, qui portent au loin sa voix : le roman et le théâtre. Ces œuvres romanesques comme ces pièces de théâtre sont bien souvent joués devant des publics africains, européens et américains. Entre ses récits et ses drames il n'y a qu'un pas. C'est la raison pour laquelle, *Lumières des temps perdus* par exemple a, en partie, été théâtralisé, pour davantage faire l'écho de la vision du monde du romancier : *Les bruits du couloir* est le titre de la pièce de théâtre tiré de cet ouvrage. Enfin, la stratégie de Djombo a ceci de particulier : la production du roman économique, que l'on ne rencontre quasiment pas en littérature africaine. Cela se comprend, d'autant plus qu'il est économiste de formation. Il en compte trois : *Sur la braise*, *La traversée* et *Lumières des temps perdus*. L'économie apparaît tel un des leitmotifs sous-tendant la création chez lui : il aime à dire que « c'est l'économie qui impulse le développement ».

Lumières des temps perdus, nous a confié Henri Djombo lui-même, a été écrit en 1996, une grande partie l'ayant été au Cameroun. Il a été inspiré, dit-il, par l'observation des pratiques politiques, économiques sur le continent, en rapport avec les plans d'ajustement structurel « imposés » par les institutions financières internationales depuis les années 70. Ce roman, affirme-t-il enfin, apporte des réponses aux questions de savoir : quelle stratégie pour le développement de l'Afrique ? Et avec quels hommes ? Il en est convaincu, car pour lui, la fiction peut porter des réflexions susceptibles d'offrir des pistes stratégiques aux gouvernants¹.

2. Henri Djombo : penser le développement de l'Afrique à partir d'un paradigme africain

« C'est l'économie qui impulse le développement. Quand un pays ne sait pas financer son économie, il ne peut y avoir de croissance », souligne H. Djombo, lors d'un entretien privé. On comprend dès lors pourquoi il place l'économie au cœur de *Lumières des temps perdus*, son ouvrage emblématique. Loin de développer ici ce que Laurent Jaffro Phare

¹ Propos recueillis lors de plusieurs entretiens privés.

appelle avec Joseph Vogl, une « poétologie du savoir économique », c'est-à-dire une perspective qui permette de rendre visible les modalités de la production littéraire d'un savoir économique², nous cherchons plutôt à voir, comment d'un point de vue thématologique et stylistique le romancier Henri Djombo aborde l'économique dans son œuvre, pour en faire le point de départ d'un développement intégré, qui s'étend à tous les secteurs de la vie nationale. Dans *Lumières des temps perdus*, le narratif du modèle de gestion économique « édicté » par les grandes puissances mondiales et les institutions internationales d'appui au développement se réalise essentiellement autour de trois techniques : la narration à la troisième personne « il », le dialogue et le réquisitoire.

À la troisième personne « il », le narrateur raconte les faits de l'extérieur de l'œuvre. Comme le fait remarquer G. Genette (1972, p.204), ce type de narrateur est supérieur au personnage. Celui-ci présente des caractéristiques divines : il est omniscient et omnipotent. Il a même la capacité de descendre dans la pensée d'un personnage pour nous la révéler. Le « il » élargit donc les possibilités narratives et donne de la puissance à l'acte narratif. Le narrateur peut ici se donner le rôle de distributeur de la parole aux personnages, au point de faire du roman une œuvre polyphonique. La polyphonie, facteur de pluralité, seule, peut garantir la diversité des points de vue susceptibles de faire jaillir l'idéologie dans toutes ses facettes. C'est ainsi que la narration à la troisième personne fait une place importante au dialogue et au réquisitoire récurrent dans le discours. Le roman d'Henri Djombo s'ouvre par une situation de crise économique aux conséquences désastreuses au Kinango, un pays imaginaire d'Afrique. En effet, le Kinango est surendetté et en défaut de paiement : « La crise économique s'était [...] aggravée. Le Kinango croulait sous le poids d'une dette absorbant ses revenus à venir. Il n'exportait presque plus de produits, faute de compétitivité, et les récoltes pourrissaient dans les champs servant à engraisser les animaux » (H. Djombo, 67). Cette situation a de graves répercussions sur le plan social et politique. D'un point de vue social, elle fait le lit de la misère de la majorité des kinangois qui ne savent plus à quel saint se vouer, à la délinquance juvénile avec la prolifération des nécessiteux. L'extrait ci-après est on ne peut plus clair à propos :

La misère fabriquait en série des mendiants jusque parmi les travailleurs ; elle rampait partout et s'était établie dans la plupart des familles [...] Dans ces conditions, des affamés étaient obligés d'attaquer les passants pour survivre. N'ayant à partager que la pauvreté, beaucoup de gens avaient perdu leur dignité et n'accomplissaient qu'à peine leurs devoirs de père, de mère, de mari, d'épouse [...]. La débauche battait son plein, les familles étaient divisées.

H. Djombo (2002 : 67)

Les valeurs éthiques s'étiolent et font place à des antivaleurs qui prospèrent même en milieu professionnel : paresse, absentéisme, corruption.

Sur le plan politique, l'unité du pays fortement menacée : « Le pays s'était involontairement démembré en États fédérés et tournait irrémédiablement le dos à la

² Voir Urs Urban, « De la formation de l'homme économique au dépassement de l'économique par l'Homme : *L'Histoire de Gil Blas de Santillane* et *La vocation théâtrale de Wilhelm Meister*, » ; Joseph Vogl (sous la dir. de), 1999, *Poetologien des Wissens um 1800*, München, Fink; enfin Jochen Hörisch, *Das Wissen der Literatur*, München, 2007 cités par Urs Urban (2015), « LA THEORIE (LITTERAIRE) DE L'ECONOMIQUE AU XVIIEME SIECLE, Compétence performative et réussite économique dans *L'Histoire comique de Francion* in Patrice Baubeau, Alexandre Péraud, Claire Pignolet Christoffe Reffait (Sous la dir.de), *Romanesques, Revue du Centre d'études du roman et du romanesque, Récit romanesque et modèle économique*, n°5, p.109 .

modernité » (H. Djombo (2002 : 66). La responsabilité de cette situation incombe au président Motomobé, valet de l'impérialisme occidental, et à son gouvernement. Incompétents, ils font preuve de dilettantisme et brillent ainsi par la mégestion. La faute aussi aux puissances impérialistes qui le soutenaient et disposaient favorablement les institutions financières internationales à son égard. Les bailleurs de fonds internationaux, faisant tout le temps des prêts au régime impopulaire et agonisant, ont pendant longtemps maintenu le Kinango sous perfusion, aidé à feutrer tant soit peu la gestion désastreuse du pays :

L'opinion nationale savait qu'il ne s'était emparé de la magistrature suprême, en gagnant des élections dites libres, qu'avec le concours de certaines puissances étrangères qui avaient « souhaité formellement sa réélection. Faisant de lui le héros du devoir, ces soutiens avaient mis à la disposition de Motomobé beaucoup d'argent, des armes de guerre à destruction massive, des véhicules et des matériels divers. Ils avaient mis les radios internationales au service du pouvoir qui annonçaient des faux résultats de sondages en faveur du président et diffusaient à longueur de journée des contre-vérités sur le scrutin.

H. Djombo (2002 : 74)

Motomobé est donc un bras de l'impérialisme occidental. C'est la raison pour laquelle les puissances impérialistes lui vouent un soutien sans faille. Les différents financements dont ils ont fait bénéficier au Kinango ne profitent malheureusement pas au pays, car mal orientés et encadrés. En effet, ils les englobent dans des projets de prestige ou à rentabilité incertaine (idem, p.45). Il s'agit des projets, souvent sans études, basés sur de simples devis qui donnent lieu à des garanties export-import, à de nombreux avenants et à des surfacturations scandaleuses qui renchérissent lourdement les chantiers. Les conventions y relatives négociées par les Occidentaux donateurs ne comportent que des clauses scélérates sans l'application desquelles les crédits sont refusés. Et pour les faire passer, les intermédiaires occidentaux, les fournisseurs et maîtres d'œuvre qui se les attribuent corrompent des personnalités politiques, hommes d'affaires kinangois pour acheter leur connivence et leur silence. Il en résulte des réalisations inachevées ou inopérantes et une dette extérieure écrasante, alourdie par d'onéreux crédits sur les armes de guerre et par l'assistance militaire pour soutenir, sans scrupules le régime (H. Djombo, 2002 : 166). Le coût de ces constructions ratées constitue les deux tiers de la dette kinangoise (H. Djombo, 2002 : 168). « Boudé » par le peuple paupérisé, le pouvoir n'hésite pas à recourir à la corruption, à la délation, au trafic d'influence et à la violence, pour créer les conditions artificielles de son maintien au pouvoir. Au bout du compte, il doit faire face à une insurrection populaire qui amène au pouvoir un prototype d'homme d'Etat : Vrezzo. C'est donc d'un pays à l'économie exsangue, en proie à la misère, bref, un « pays à genoux » (H. Djombo, 2002 : 46) qu'hérite Vrezzo le nouveau président porté au pouvoir par une ferveur populaire. Il est tenté de demander une nouvelle assistance à la banque d'aide aux pays sous-développés. Le Kinango en a encore besoin. Mais Vrezzo ne veut pas réitérer l'expérience passée avec la banque, ce qu'il fait clairement savoir au groupe d'experts de la Béya dialoguant avec lui et les membres de son gouvernement, lorsqu'il dit : « réparons ensemble les torts du passé » (H.Djombo, 2002 : 45).

Nous ne refusons pas vos recettes [...] mais il faut être prévoyant et ne pas reproduire les mêmes expériences qui engendrent les mêmes effets [...] mais toute la démarche qui va suivre devra aboutir à l'élaboration d'un redressement structurel à visage humain par ses mesures et le temps de sa mise en œuvre [...]. Madame et messieurs, nous voulons un projet partagé. Un programme aux solutions justes apportées aux nombreux problèmes du pays.

H. Djombo (2002 :57)

Pour Vrézzo, la béya qui professe des stratégies de développement dans les options crédibles à ses yeux (idem, p.11), a pour habitudes d'imposer des « conditions stéréotypées » (idem, p.98), inadaptées, injustes aux pays en difficultés. Pour la mission de la béya dans son ensemble, « Les Kinangois sont tenus d'appliquer à la lettre le programme de redressement structurel, sinon ils n'auront pas d'aide de la part de la banque » (H. Djombo, 2002 : 97). Voici en substance ces conditions (H.Djombo, 2002 : 37-38) : privatisation totale de l'économie ; privatisation des terres et augmentation substantielle des prix des produits de première nécessité : la vérité des prix intérieurs et l'abolition des monopoles les conditions de libre concurrence et stimuleraient par conséquent la production ; réduction de moitié des salaires dans l'ensemble de ses secteurs ; déflation de la fonction publique ; annulation des arriérés de salaires et des bourses ; réduction drastique du train de vie de l'État ; honorer les arriérés et le service de la dette vis-à-vis des bailleurs de fonds internationaux ; dévaluation de la monnaie, pour rendre compétitives les exportations et relancer l'économie ; matraquage fiscal-douanier se traduisant par une augmentation de trente pour cent de la fiscalité sur les produits importés de l'impôt sur la personne physique et de la taxe sur la valeur ajoutée, en vue de permettre une augmentation rapide des recettes de l'État ; placement des représentants de la banque à toutes les sphères de décisions nationales, pour le contrôle des dépenses, le suivi des recettes de l'État, ainsi que la réalisation des réformes structurelles édictées ; assistance de la banque dans les négociations avec les créanciers, pour un paiement graduel de la dette extérieure. Ce n'est que dans ces conditions que la banque serait disposée à assister le Kinango dans ses négociations avec ses créanciers publics et privés sur le rééchelonnement de la dette kinangoise. Ces mesures appliquées, elle pourrait alors débloquent une première tranche de crédits, environ un tiers, destinée à la relance de l'économie (H. Djombo, 2002 : 37-38). Se livrant à des analyses, tout en s'appuyant sur des expériences vécues dans les pays voisins du Kinango ayant souffert des conséquences d'une récession et des mesures d'ajustement inadéquates (H. Djombo, 2002 : 56), Vrezzo oppose de contre-arguments aux arguments de la Béya. Celui-ci estime que ces mesures austères calquées un peu partout dans les pays pauvres ne génèrent que plus d'endettements ; plus de chômage, de pauvreté, de désordre, d'instabilité sociale, de dépendance vis-à-vis des pays riches alors qu'aucun individu ou pays soit-il ne peut réellement connaître le progrès en étant enchaîné, etc. Soulignant les difficultés qu'il y a à développer le secteur privé, notamment la faiblesse de l'infrastructure, le peu de qualification de la main d'œuvre, le cadre macro-économique désastreux, les contraintes juridiques et réglementaires, le climat politique peu propice à l'investissement dans le pays par exemple, le chef de l'État parlant en lieu et place de son peuple fait remarquer que celui-ci dans sa majorité est convaincu que la libéralisation poussée vise autre chose que son bien-être réel, qu'elle allait installer une plus grande extraversion de l'économie. C'est ce qui justifierait que l'État tienne à jouer encore le rôle d'agent principal

des transformations et du développement économique (H. Djombo, 2002 : 52). Pour apporter de l'eau à son moulin, le président Vrezzo évoque l'expérience désastreuse de la privatisation totale de la filière agricole du Kinango occasionnée par les bailleurs de fonds sous le régime de son prédécesseur :

L'agriculture, un secteur pourtant sans monopole de l'Etat, où la terre appartenait à celui qui la cultivait, à part les paysans isolés, aucune société ne s'était intéressé à participer à la production agricole ou à en transformer les produits [...] depuis que les offices de commercialisation des produits agricoles avaient été liquidés, à la demande incessante des bailleurs de fonds inspirés par certains cadres kinangois, une nuit éternelle n'était-elle pas tombée dans les villages ? [...] ceux qui espéraient trouver une activité lucrative et prétendaient sournoisement que les entreprises publiques étaient le principal frein au développement de l'agriculture. Le prétendu verrou levé, où en était-on ?

H. Djombo (2002 : 49)

Les résultats escomptés n'étaient pas au rendez-vous. Un pan essentiel de l'économie s'en est trouvé fragilisé. Un autre exemple d'aspect de ces mesures qui ne serait que contre-productif : l'augmentation des prix des denrées de première nécessité. Créer une telle inflation équivaldrait à priver le peuple de pain, en s'attaquant à son pouvoir d'achat déjà sérieusement entamé :

Elle ne pourrait que conduire à des émeutes comme dans beaucoup d'autres pays du tiers-monde. Comment ne pas y penser quand on sait que l'augmentation des prix serait accompagnée d'une réduction multiple et drastique des salaires et d'une plus grande fiscalité [...] Comment pourrions-nous acheter aux prix élevés, haussés par le double jeu de la dévaluation monétaire et des relèvements imposés avec des revenus amenuisés ou volatilisés, sans aggraver la crise, provoquer une explosion sociale et agiter le microcosme politique ?

H. Djombo (2002 : 53)

De toute évidence, l'application d'une telle mesure pourrait très rapidement conduire à l'effondrement de l'État. Bien plus, le matraquage fiscal-douanier pourrait davantage impacter négativement les investissements privés ainsi que la compétitivité, dans un contexte de dévaluation monétaire qui, de l'avis même des autorités kinangoises, n'apporterait qu'une plus grande misère au sein des couches déshéritées, du fait de l'inflation et de la récession économique qu'elle occasionnerait (H. Djombo, 2002 : 54). Toutes les mesures préconisées par la Béya se tiennent, mais paraissent inadéquates (H. Djombo, 2002 : 56), injustes et inhumaines. Visiblement, pour Vrezzo, ces mesures ne peuvent pas contribuer à un développement durable. Déterminé à réhabiliter le Kinango et à le relancer dans la voie de la prospérité, le président Vrezzo ne croit pas aux recettes de la béya, banque mondiale qui veut cette fois aussi lui imposer, comme thérapie pour juguler la crise économique et sociale, une politique drastique. Il rejette ses recettes stéréotypées conditionnant l'aide. Ce dernier demande à la banque de réviser sa façon de voir et ses conditions stéréotypées, afin de mettre en place un plan d'action concerté avec l'équipe dirigeante du Kinango, lequel prendrait en compte nombre d'aspects de la réalité locale. Le président a des idées neuves et porteuses d'espoirs (p.95). Certains experts le comprennent bien et plaident pour une réforme effective de la béya, une revisitation de sa

politique. Le narrateur nous plonge dans le secret de la conversation entre experts de la béya en mission à Gabelou, la capitale du Kinango. Parmi eux se trouve « l'intrépide » Christine qui suggère ce qui suit à Max, le chef de la délégation :

Le président Vrezzo nous en a fait la magistrale leçon, je vous défie de le contredire valablement aussi bien sur la politique macro-économique que sur les appréciations qu'il a faites de ces exigences [...] Révisons notre façon de voir et nos conditions stéréotypées ! [...] N'oublions pas que parmi les projets financés dans le monde par la banque, jusqu'ici, vingt-trois pour cent seulement sont viables.

H. Djombo (2002 : 98)

La Béya ne l'accepte pas. Les négociations échouent.

3-Vrezzo : un modèle de développement africain

Après l'échec des négociations, le président Vrezzo et son gouvernement opposent au plan de la Béya un plan de renouveau national qui sort des schémas classiques. Ce personnage, guide éclairé, qui incarne les valeurs idéologiques nouvelles et positives de sa société (P. Hamon, 1984, p.104) estime que le développement durable du Kinango ne peut être pensé et déroulé que par les Kinangois eux-mêmes sous fond de souveraineté nationale. Conscient que la redynamisation de l'économie ne peut pas se faire sans un cadre viable, il propose un plan de développement équilibré et intégré, c'est-à-dire un plan qui prend en compte tous les secteurs de la vie nationale. Ce plan se décline en six (6) points (H. Djombo, 2002 : 115-224) :

- réconciliation du Kinango avec lui-même, pour rompre la chaîne de l'oppression et ce au moyen du dialogue, véritable levier culturel qui permet au nouveau régime d'obtenir, en interne, un large consentement des dignitaires de l'ancien régime à restituer à l'Etat les biens mal;
- création et ouverture des écoles pour l'accueil et la rééducation de tous les malfaiteurs de la République qui confondent encore « la chose publique » avec la leur propre, plutôt que de les envoyer en prison ;
- moralisation de la vie publique avec une justice saine pour tous ;
- gratuité de l'éducation et des soins de santé pour tous ;
- jonction de la rigueur et de la justice pour le rétablissement des équilibres macro-économiques dans les conditions humainement acceptables, ainsi que l'amélioration substantielle des conditions existentielles du peuple ;
- rapatriement des fonds kinangois évadés, pour l'autofinancement des projets et le paiement de la dette.

Un expert de la béya, en l'occurrence Bat avoue : « Loin de rejeter catégoriquement nos catalogues, les portulans sur lesquels nous orientons les navigations des gouvernements du tiers-monde, les Kinangois nous présentent un programme d'une originalité remarquable et d'une logique qui tient la raison » (H.Djombo, 2002 :94). Pour financer son plan de développement, l'Etat kinangois entreprend une vaste opération de rapatriement de ses fonds détournés et placés dans les banques étrangères. Il engage alors des négociations avec les pays concernés qui lui ferment les portes des banques, sous le prétexte de l'inviolabilité du secret bancaire. Le Kinango est isolé et sanctionné par les grandes puissances qui lui imposent un embargo total. Mais désavoués par leurs parlements sous la pression des peuples

solidaires, leurs gouvernants finissent par lever l’embargo (H.Djombo, 2002 : 153-154). Entouré de cadres et politiciens honnêtes et compétents, Vrezzo se résout alors à assigner en justice ces pays pour refus du droit de récupérer ses trésors évadés, spoliation et pillage économique, ce notamment à la cour internationale de la Haye qui lui donne raison :

Les dix [Etats concernés suite au cinglant réquisitoire fait contre eux] furent condamnés à restituer la fortune dérobée par des citoyens kinangois, engrangée et fructifiée dans leurs pays respectifs. Des saisies - arrêts furent ordonnés sur les comptes courants, les comptes-titres, les comptes d’épargne, y compris les dépôts de coffre dans les banques du monde entier, là où était caché l’argent kinangois. Ils furent assignés à ne payer qu’un dollar symbolique comme réclamé par l’accusateur pour délit de complicité et de recel.

H. Djombo (2002 : 181)

Le Kinango dispose désormais de suffisamment d’argent pour le paiement d’une bonne partie de sa dette réduite de moitié et le bon déroulement de son programme. Debout comme un seul homme, le peuple kinangois soutient fortement ses gouvernants dans cette aventure, car conscient que la réalisation du rêve collectif incarné par Vrezzo dépend avant tout du sursaut d’orgueil des fils et des filles du Kinango qui doivent se mobiliser de tout leur être, de toutes leurs forces ramassées, autour de l’idéal nouveau (H.Djombo, 2002 :196). Avec l’argent récupéré, le premier acte que Vrezzo pose, c’est le paiement de la dette du pays vis-à-vis des créanciers internationaux, pour reconquérir sa liberté et sa souveraineté « confisquées » :

L’État venait de payer ses dettes en espèce et avait, de ce fait, défrayé la chronique internationale. Quel éblouissement ! Honneur au premier pays au monde à avoir accompli pareil exploit ! Et c’était leur pays ! » C’est humiliant de trop s’endetter. L’homme perd sa liberté en s’endettant. Il en est de même des nations. En tout cas, il était temps de nous sauver de l’esclavage.

H. Djombo (2002 : 210)

Les Occidentaux voient d’un mauvais œil ce petit pays « tiers-mondiste » émerger irrésistiblement. Partout dans le pays émergent des lumières : « Après la pluie vient le beau temps » [...] Et le beau temps était là, avec ses soleils qui éclataient sur la terre, sur l’eau, sur les plantes, sur la vie. Tant de bonté de la nature, quel scandale ! Il fallait voir crâner les kinangois, fiers de leur réussite » (H. Djombo, 2002 : 224). Le Kinango se développe de façon « fulgurante » au milieu d’autres pays aussi pauvres qui, très vite, s’en trouvent jaloux. Après un unième coup de force qui se solde par un échec cuisant, toutes les forces du mal se coalisent contre Vrezzo et attentent à sa vie. Vrezzo disparaît, mais on peut lire sur un monument géant érigé en sa mémoire une épitaphe en lettres d’or : BRILLERONT A JAMAIS LES LUMIERES DES TEMPS PERDUS. Ce mot d’espoir témoigne de l’optimisme de tout un peuple quant au développement irréversible de leur pays.

Conclusion

En définitive, *Lumières des temps perdus*, quoi qu’il en soit écrit en 1996 et paru en 2002 est un ouvrage encore d’actualité. A la fois dystopique et utopique, cette fiction rejoint la réalité, car inspirée par la réalité. Si elle donne à lire les turpitudes d’un régime politique au pouvoir, qui dessert les intérêts du pays qu’il dirige d’une part, elle met aussi en évidence une vision

du monde « positive » incarnée par un héros problématique, un personnage à la recherche des valeurs authentiques qui manquent foncièrement à sa société d'autre part. Le roman économique *Lumières des temps perdus* propose des pistes stratégiques quant au développement du continent africain. Le modèle de développement proposé par Henri Djombo peut constituer une voie de développement pour l'Afrique. Pensé à partir d'un paradigme africain, il se fonde sur les notions de souveraineté, d'humanisme et de dignité. Il s'oppose au schéma de développement classique imposé par les institutions financières internationales contrôlées par les puissances occidentales, en ce qu'elle tient compte des valeurs africaines. Elle fait la jonction entre la nécessité de pallier la crise et celle d'opérer des réformes nécessaires à cet effet dans des conditions humainement acceptables : elle rejette le cynisme, la perfidie, la caporalisation dont fait preuve la béya au profit de la vérité, de l'honnêteté, du respect mutuel entre États et individus, du pragmatisme, de la solidarité et du dialogue. Nous pouvons ainsi confirmer nos hypothèses de travail : le renouveau idéologique « djombien » se traduit par « le repenser » du développement d'un pays imaginaire situé en Afrique noire, à partir d'un paradigme nouveau, inspiré d'un personnage archétype ; il en découle un modèle de développement local juste, intégré et durable. Avec une telle fiction on peut naturellement faire de la prospective. Henri Djombo s'intéresse certes aux questions de développement dans toutes ses œuvres, mais *Lumières des temps perdus* est le roman où il se montre plus idéologique et plus engagé, de bout en bout.

Références bibliographiques

- Barthes, R. (1972). *Le degré zéro de l'écriture*, Paris, Seuil.
- Baubeau, P. & al. (2015). *Romanesques, Récit romanescque et modèle économique*, *Revue du Centre d'études du roman et du romanescque*, Paris, Classiques Garnier, 5.
- Blanchot, M. (1955). *L'espace littéraire*, Paris, Gallimard.
- Bourdieu, P. (1998). *Les règles de l'art, genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Éditions du Seuil.
- Djombo, H. (2002). *Lumières des temps perdus* Paris/Brazzaville, Présence Africaine/Hémar.
- Docournau, C. (2017). *La fabrique des classiques africains. Écrivains d'Afrique subsaharienne francophone*, Paris, CNRS Éditions.
- Genette, G. (1972). *Figures III*, Paris, Seuil.
- Hamon, P. (1984). *Texte et idéologie*, Paris, Presses Universitaires de France.
- N'goran, D. (2009). *Le champ littéraire africain. Essai pour une théorie*, Paris, L'Harmattan.
- Yala, K. R. D. (2020). *Sarah, ma belle-cousine : analyse de la posture d'Henri Djombo par rapport à la problématique du développement*, Paris, Renaissance africaine.
- Yala, K. R. D. (2021). *La problématique du développement dans la littérature africaine*, Saint-Denis, Publibook